

# Déclarations sur les négociations anglo-soviétiques

Christian Rakovsky

Source : *Initialement publiée dans « The Observer », 1er juin 1924. Degras. Traduit à partir de la version abrégée publiée dans : Jane Tabrisky, (ed.) Soviet documents on foreign policy, Vol. 1. Octagon Books, New-York, 1978, pp. 452-453. Traduction et notes MIA.*

**L**a conférence anglo-russe<sup>1</sup> a atteint un point critique. [...] La conférence se concentre maintenant sur le problème des dettes d'avant-guerre. Dans ce domaine, il y a une grande différence entre les deux délégations, la russe essayant d'amener la question sur des bases pratiques, la britannique insistant pour la maintenir sur le terrain juridique. [...]

Ce que nous disons est la chose suivante : Pour arriver à une solution, il est nécessaire de trouver une formule qui apporte des avantages réels aux deux parties. C'est pourquoi la délégation russe propose que la question de la liquidation des dettes d'avant-guerre soit liée à la question d'un prêt.

Nous avons besoin de cet emprunt précisément dans le double but de nous permettre de payer les annuités de nos dettes d'avant-guerre et de passer en Angleterre des commandes de marchandises nécessaires à la reconstruction économique de la Russie. En même temps, nous déclarons qu'il est impossible pour un pays appauvri comme la Russie de se voir demander de payer ses dettes selon leur valeur nominale.

Au moment où les capitalistes anglais qui détiennent des obligations allemandes ont perdu jusqu'au dernier sou et où les créanciers anglais de la France ont vu leurs avoirs réduits des trois quarts par la chute du franc, ce serait une énormité pour vous de demander à la Russie de payer rouble pour rouble.

D'après ce que l'on entend à la City, les détenteurs d'obligations de l'emprunt russe insistent pour que nous assumions la totalité de la dette. Si cela est vrai, je crains franchement que dans l'avenir, comme dans le passé, nous ne soyons pas en mesure de payer quoi que ce soit.

Si, face à l'alternative de recevoir quelque chose de la Russie ou de ne rien recevoir, les titulaires d'obligations insistent toujours aveuglément pour que la Russie reconnaisse la totalité de sa dette, il sera prouvé que ce n'est pas de l'argent qu'ils cherchent à obtenir, mais un objectif politique. [...]

Les détenteurs d'obligations, selon les rumeurs de la City, en font aussi une question de principe et disent qu'ils ne peuvent admettre aucun précédent, sauf celui du paiement intégral. C'est étrange, car n'existe-t-il pas déjà de nombreux précédents, qui ne résultent pas de l'action des Russes ?

Par principe, nos paysans ne sont pas obligés de payer les dettes tsaristes. Mais nous n'irons pas plus

---

<sup>1</sup> La Conférence de Londres s'est tenue du 4 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance de jure de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

loin en opposant principe à principe. Nous devons déplacer la question sur le terrain de l'avantage pratique. Et pourquoi d'ailleurs ne parlez-vous de principes que dans le seul cas de la Russie ? Les porteurs d'obligations de la dette turque ont vu leurs avoirs réduits trois fois au cours du siècle dernier, et dans le traité de Lausanne<sup>2</sup>, les Alliés ont accepté une nouvelle réduction. [...]

L'opinion publique russe interprétera cette intransigeance comme une volonté de punir la Russie pour la nature socialiste de son gouvernement. Nous ne pouvons en aucun cas admettre un tel traitement. [...]

Notre formule est le paiement de dettes considérablement réduites en échange d'un prêt. La délégation britannique nous présente une formule qui est non seulement exclusivement de principe, mais unilatérale. Pour l'obtention d'un prêt, la réponse britannique à la conférence nous envoie à la City et la City à son tour prend position dans le [Mémorandum des banquiers](#) qui dit : « Gagnez d'abord notre confiance et vous pouvez le faire en répudiant votre socialisme. »

Dans ces circonstances, aucun résultat pratique n'est possible. Certains représentants de la City vont même jusqu'à déclarer que nous n'avons pas besoin de prêt. Ils semblent souhaiter que nous leur remettions nos industries pour qu'ils les réorganisent. Rien, mis à part l'intervention du gouvernement britannique, ne peut maintenant sauver la situation, garantir les intérêts des détenteurs d'obligations, rendre possible la restauration économique de la Russie, et amplifier le commerce anglo-russe. [...]

Je comprends parfaitement vos difficultés en Grande-Bretagne, mais vous devez aussi comprendre la psychologie de notre paysan russe. Même si par principe il n'a aucun devoir de payer les dettes tsaristes, il pense qu'il a en fait déjà payé les dettes étrangères par son sang, par la ruine de la Russie et par les dommages causés par l'intervention des Alliés. Il a aussi son idée de ce qui est bien ou mal. Il ne sert à rien de lui parler de gagner la confiance de la City. Il faut lui offrir quelque chose de concret.

---

2 Il s'agit du traité de paix signé entre les puissances de l'Entente et la Turquie à l'issue de la « Conférence internationale de Lausanne sur les problèmes du Moyen-Orient » qui s'est tenue du 20 novembre 1922 au 24 juillet 1923.